

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU - 8 OCT. 2025 METTANT EN DEMEURE
LA SOCIÉTÉ BUNGE DE RESPECTER LA RÉGLEMENTATION APPLICABLE À
SES INSTALLATIONS SITUÉES DANS ZONE INDUSTRIELLE PORTUAIRE DE BREST**

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 autorisant la société CARGILL FRANCE à étendre les activités de son établissement spécialisé dans la trituration des graines alimentaires en vue d'en extraire l'huile alimentaire, situé en Zone Industrielle Portuaire de Brest ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2023 imposant des mesures d'urgence à la société BUNGE ;

VU le récépissé de déclaration de changement d'exploitant du 21 mars 2017 donnant acte à la société BUNGE France de la reprise des installations exploitées par la société CARGILL FRANCE ;

VU le rapport N°BREP230377 du 29 novembre 2023 du bureau d'études anteagroup relatif à l'étude de l'efficacité des deux traitements des odeurs lors de la production de Colza ;

VU le courriel de l'exploitant du 13 novembre 2024 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 27 décembre 2024 et référencée ENV-D-24.0652 transmis à l'exploitant conformément à l'article L. 514-5 du Code de l'environnement ;

VU les observations de l'exploitant transmises le 10 janvier 2025 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 6 octobre 2025 transmis à l'exploitant conformément à l'article L. 514-5 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 susvisé précise à l'article 3.1.3 que : "les gaz odorants générés par l'établissement sont collectés, canalisés puis, au besoin, traités dans des installations d'épuration appropriées maintenues en permanence en bon état de fonctionnement » ;

CONSIDÉRANT que d'après le rapport N°BREP230377 susvisé, les analyses mettent en évidence que lors de la production de colza :

- le traitement couplé bain huile/scrubber permet un abattement sur le paramètre odeur notable, au vu de la charge entrante à traiter qui est d'ordre très importante ;
- les deux traitements peuvent être à l'origine de relargage important de composés organiques volatiles pourtant non générés par la production de colza ;
- le rendement de performance sur le paramètre sulfure d'hydrogène est de 37,2% pour le bain huile et de 10,1% pour le scrubber ;

CONSIDÉRANT les pistes d'amélioration proposées par le bureau d'études dans son rapport N°BREP230377 susvisé telles que :

- renouveler plus fréquemment l'huile du bain en amont du scrubber ;

- augmenter le pH de la soude utilisées sur le scrubber ;
- augmenter les renouvellements des bains de lavage ;
- vérifier le bénéfice des actions par des analyses des bains, voire des prélèvements de gaz réalisés en auto-surveillance ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant ne s'est pas prononcé sur ces pistes afin d'améliorer son installation de traitement des odeurs ;

CONSIDÉRANT les mesures proposées par le bureau d'études en 2023 sont révélatrices d'un défaut de maintenance des installations de traitement et qu'il convient de mettre en œuvre les préconisations du bureau d'études ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 3.1.3 de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 4 octobre 2023 susvisé précise à l'article 4 que : "L'exploitant transmet à l'inspection de l'environnement en charge des installations classées, sous un délai maximal de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les résultats des mesures des concentrations et débits des composés odorants prélevés au plus près de chaque source d'odeurs [] commentés et interprétés [...] Ils sont accompagnés :

- du descriptif des éventuelles modifications de conception ou d'exploitation des dispositifs de traitement des composés odorants [...]
- du calendrier prévisionnel de mise en œuvre de ces modifications";

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 24 mai 2024, l'exploitant a proposé plusieurs solutions de traitement des odeurs ;

CONSIDÉRANT que dans sa transmission du 13 novembre 2024 susvisée, l'exploitant indique que :

- les modifications ne sont pas fixées ;
- la durée nécessaire pour la mise en œuvre des modifications est trop longue ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté du 4 octobre 2023 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 4 octobre 2023 susvisé précise à l'article 6 que : "L'exploitant réalise, sous un délai maximal de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, sur chaque source d'odeur canalisée, une mesure de la concentration d'odeur. Les résultats de ces mesures sont transmis à l'inspection de l'environnement en charge des installations classées dans le mois qui suit la réalisation des mesures précitées" ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas modifié la conception ou l'exploitation des dispositifs de traitement des composés odorants ;

CONSIDÉRANT dès lors que les mesures de la concentration d'odeur dans le délai imparti, dont le but est de vérifier l'efficacité des modifications, ne peuvent être réalisées ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté du 4 octobre 2023 susvisé ;

CONSIDÉRANT que les effluents gazeux issus des installations exploitées par la société BUNGE sont toujours susceptibles d'être à l'origine d'odeurs incommodantes pour les riverains et habitants ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas pris les mesures nécessaires à la prévention des effets du fonctionnement de ses installations sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT dès lors qu'il appartient à la société BUNGE FRANCE de prendre les dispositions nécessaires pour limiter les odeurs issues des installations dans un délai plus court

CONSIDÉRANT dès lors, qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement de prescrire à la société BUNGE FRANCE de satisfaire les dispositions des articles :
 - 3.1.3 de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 susvisé ;

- 4 et 6 de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2023 susvisé ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère :

ARRÊTE

Article 1 -

La société BUNGE FRANCE est mise en demeure de respecter, sous un délai maximal de 1 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 3.1.3 de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 susvisé relatif au bon état de fonctionnement des installations de traitement.

Article 2 : -

La société BUNGE FRANCE est mise en demeure de respecter, sous un délai maximal de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 4 de l'arrêté du 4 octobre 2023 susvisé relatif aux descriptifs des éventuelles modifications de conception ou d'exploitation des dispositifs de traitement des composés odorants en place.

Article 3 : -

La société BUNGE FRANCE est mise en demeure de respecter, sous un délai maximal de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 6 de l'arrêté du 4 octobre 2023 susvisé relatif aux mesures de la concentration des odeurs.

- la gestion des modifications, la conception des installations et la maintenance préventive des équipements.

Article 4 : -Sanctions

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L.171-8 du Code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 du même code, ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

Article 5- Information des tiers

Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Finistère pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6- Délais et voies de recours

Conformément aux articles L.171-11, L.514-6 et R.514-3-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative :

- 1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site <https://www.telerecours.fr>.

L'arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 7- Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et la direction de la société BUNGE sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet,
Le secrétaire général

Rémi RECIO



Destinataires :
Sous-préfecture de Brest
Mairie de Brest
DREAL UD 29
société BUNGE